

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez - vous !

organe central du
Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

N° 165 8 SEPT. 1975 / BP 161 - 75864 - PARIS - cedex 18 - CCP Front Rouge 31.191.14 la Source

2 F

RENTREE :

Relance... ou répression des masses populaires

En ce début de septembre, la « rentrée » est déjà bien engagée. La période des congés, et le maigre repos qui a pu être pris, est déjà presque oubliée. De toute part les hommes de la bourgeoisie, gouvernement et « opposition », sollicitent les travailleurs tentant de les abrutir de leurs promesses, de leurs conseils et aussi de leurs menaces. Que d'énergie gaspillée par ces politiciens bourgeois pour masquer la réalité de leurs difficultés à tromper les masses, pour masquer l'aiguïssement de la crise politique profonde qui mine leur pouvoir.

L'actualité de cette rentrée particulièrement centrée sur la situation en Corse et sur la « relance », fournit pourtant des signes nombreux du développement de cette crise politique.

La situation même de la population en Corse est significative de ces aberrations que révèle le capitalisme et qu'il est incapable de solutionner. Transformant des régions entières en désert économique, il contraint une partie des populations de ces régions à vivre dans le chômage et la misère et l'autre partie à s'expatrier et à venir chercher du travail à la périphérie de ces métropoles qui concentrent en quelques points de notre pays la majorité des industries et des emplois. Et souvent, comme en Corse, il double cette oppression d'une oppression culturelle prétendant obliger ces populations à renoncer à leur patrimoine. Pendant tout un temps la bourgeoisie a pu limiter les revendications régionales, caricaturant les aspirations de la population, entreprenant des réformes-bidon, entravant ou même interdisant l'activité d'organisations régionales qui contestent son pouvoir...

Aujourd'hui les événements d'Aléria, et ceux qui les ont suivis montrent qu'une telle conduite n'est plus possible en

Corse. Le déploiement policier de Ponsiowski (automitrailleuses, hélicoptères...), l'emprisonnement de militants corses qui a suivi la sauvage répression policière, les manifestations massives qui ont suivi, l'impuissance totale du personnel local de tous les partis politiques bourgeois, caractérisent bien les difficultés nouvelles particulièrement graves qu'enregistre le pouvoir bourgeois pour imposer sa domination à la population corse. Les tentatives pour caricaturer les revendications de cette population, ou pour les réduire à un phénomène marginal, ou pour leur donner un contenu réactionnaire, trouvent aujourd'hui de moins en moins de prise. En même temps que s'amplifie le mouvement de révolte contre le pouvoir bourgeois, commence à se développer l'idée que seul le socialisme, seul le pouvoir des ouvriers et des paysans pourra apporter une solution harmonieuse au problème régional. Le mouvement de la population corse apparaît ainsi aujourd'hui comme une composante importante, avec ses spécificités propres, du processus d'ensemble de l'aggravation de la crise politique de la bourgeoisie.

Avec le plan de relance de Giscard, ou même celui de Marchais, on retrouve des thèmes passablement usés. Nous examinerons en détail à l'intérieur de notre journal ces mesures. Mais d'emblée, le matraquage sur « la relance » entrepris depuis plusieurs semaines déjà, fournit de claires indications sur l'utilisation que compte faire la bourgeoisie d'un tel plan. Au delà des promesses démagogiques (déjà annoncées par Ceyrac) de diminuer le chômage, ou des concessions limitées sur « la consommation sociale », quels sont les buts poursuivis par Giscard ?

(Suite page 2)



RELANCE : PLAN GISCARD, CONTRE-PLAN MARCHAIS

EN cette rentrée « sociale », comme ils l'appellent, les bourgeois de tous bords sont habités par la terreur des luttes qui se poursuivent et de celles qui se préparent. C'est la raison de l'aumône que lance Giscard aux enfants des écoles et aux vieillards. C'est aussi la raison qui oblige le PCF à demander des mesures pour les chômeurs et les travailleurs. Mais ce qui caractérise au fond les deux plans de relance, Giscard ou PCF, c'est en réalité la recherche vaine d'une nouvelle santé du capitalisme.

(Voir pages 4 et 5)

CORSE : LA BOURGEOISIE DECHAINE SA VIOLENCE

AUX légitimes aspirations des masses, la bourgeoisie ne sait opposer que la violence réactionnaire : dans l'île comme sur le continent, elle est incapable d'offrir d'autres solutions que l'oppression du peuple, l'exploitation de la classe ouvrière. La population corse ne saurait tolérer un avenir de l'île dominé par les gros capitalistes agraires et les sociétés de tourisme. Seul le Pouvoir des Ouvriers et des Paysans pourra répondre aux aspirations des diverses régions.

(Voir page 3)

ESPAGNE : VIE SAUVE POUR GARMENDIA ET OTAEGUI

C'EST la lutte de masse des peuples d'Espagne contre son régime vomi dans le monde entier que Franco veut enrayer, en intensifiant la répression fasciste. Après avoir condamné à mort Garmendia et Otaegui, il prépare d'autres procès d'anti-fascistes et de révolutionnaires. Mais cela ne saurait faire reculer le peuple espagnol. Mobilisons-nous pour empêcher de nouveaux assassinats !

(Voir page 8)

EN AVANT POUR
« LE QUOTIDIEN DU PEUPLE »

(Page 2)

En avant pour le Quotidien du Peuple

Dans trois semaines, le « Quotidien du Peuple » ! Tous les événements de cette rentrée en montrent l'urgence : aggravation du chômage, chantage à la crise, matraquage de la bourgeoisie autour du plan de « relance », autant de signes de l'aggravation de la crise politique. En ce mois de septembre de nombreuses questions se posent à la classe ouvrière, et, en même temps, trop de mensonges débités par la bourgeoisie et ses organes d'information pour tenter d'y répondre restent sans riposte. Plus que jamais le Quotidien répond à une nécessité politique de l'heure :

— Pour démasquer jour après jour, pied à pied, la propagande mensongère par laquelle la bourgeoisie tente de cacher la faillite de son système. Plan de « relance » ? Le Quotidien montrera chaque jour ce que cela cache : relance du chômage, de la misère, du renforcement de l'appareil policier pour faire face à la montée de nos luttes et de nos aspirations révolutionnaires.

— Pour organiser le débat sur toutes les questions qui se posent aux travailleurs au moment où s'aiguisent les contradictions de classe en France et dans le monde. Que faire face à la crise ? Voilà un débat qu'il est tout à fait urgent d'ouvrir dans le Quotidien : la riposte au coup par coup suffit-elle ? Un mouvement d'ensemble est-il possible ? A quelles conditions ? La tentative de reprise en mains de cette rentrée tant de la bourgeoisie que du PCF rend plus pressantes toutes ces questions, plus urgente l'ouverture d'un débat quotidien confrontant largement les expériences de lutte, dégageant la voie révolutionnaire.

— Pour s'opposer, dans cette situation de crise, au vide des perspectives poli-

tiques de la bourgeoisie, aux perspectives bourgeoises défraîchies des révisionnistes et des réformistes, pour tracer la voie du socialisme, du pouvoir des ouvriers et des paysans.

DANS TROIS SEMAINES « LE QUOTIDIEN DU PEUPLE » !

Notre équipe de rédaction se met en place. Mais ce n'est pas sur elle que peut reposer toute l'élaboration du journal. Nous avons reçu, après notre appel du n° 164 de Front Rouge le 12 juillet, de nombreuses propositions de correspondances régulières, et de collaboration : sur l'école, sur la question paysanne, sur l'histoire du mouvement ouvrier. C'est un tel mouvement qu'il s'agit d'amplifier encore ! « Le Quotidien du Peuple », c'est le quotidien riche de l'expérience, du témoignage et du point de vue de chaque travailleur. Toute correspondance régulière est indispensable. Toutes les connaissances particulières que vous avez pu acquérir, mettez-les au service du « Quotidien du Peuple ». Cela aussi c'est indispensable. Cinéma, critique littéraire, problèmes scientifiques, sport... autant de sujets pour lesquels nous avons besoin rapidement de collaborateurs réguliers. Nous voulons un journal qui soit une arme acérée, étendant son intervention à tous les domaines de la vie. A vos plumes camarades !

Dans trois semaines « Le Quotidien du Peuple ».

Si nous avons pu en arriver là, c'est par l'effort financier de tous les lecteurs.

C'est parce que la première souscription de 25 millions, vous l'avez gagnée. C'est parce que, sur les 50 millions à venir, déjà 6 millions ont permis de financer les besoins d'installation les plus urgents.

Mais cela ne suffit pas.

Nous le savons, c'est par l'obstacle financier que la bourgeoisie cherchera d'abord à étouffer notre journal. Nous savons aussi que la période de lancement sera la plus difficile. De gros efforts restent à faire. Camarades, souscrivez, faites souscrire autour de vous, abonnez-vous, faites de nouveaux abonnés. Rassemblons les 50 millions pour avoir la possibilité non seulement de commencer mais de mener d'une façon durable notre combat. Dans le quartier, à l'usine, sachons nous appuyer sur la révolte grandissante des travailleurs en ce mois de rentrée pour donner une impulsion nouvelle à notre souscription. En avant pour le Quotidien !

POUR LE
QUOTIDIEN DU PEUPLE
EN AVANT
VERS LES
50 MILLIONS

Editorial

Relance... ou répression des masses populaires...

— D'une part accréditer l'idée que les difficultés de la bourgeoisie sont dans leur fond des difficultés économiques venues de l'extérieur et qu'il suffirait donc d'une simple thérapeutique économique (« réinvestir », « relancer la consommation », « débloquent le crédit... ») pour résoudre progressivement la crise.

— D'autre part, entretenir le point de vue que la situation est toujours difficile, et que pour l'enrayer il va falloir limiter les revendications à ce qui vient d'être généreusement octroyé par le gouvernement. « La lutte contre l'inflation demeure » indiquait Giscard, et on sait ce que pour lui cela veut dire : avant tout lutter contre les hausses de salaires, comme les travailleurs en ont fait l'expérience toute l'année dernière, des PTT à Chausson, en passant par Renault. « Il faut s'habituer à une nouvelle forme de croissance » affirmait toujours Giscard, déguisant, sous cette formule, l'organisation de la sous-consommation des masses. On retrouve là tous les clichés du chantage à la crise, orchestré depuis plus d'un an par le gouvernement, pour tenter d'imposer la collaboration de classes et la renonciation à la lutte.

La classe ouvrière ne doit pas s'y tromper. Ce qui inquiète avant tout la bourgeoisie c'est de retrouver en face d'elle pour cette rentrée des travailleurs décidés à lutter, décidés à lui faire payer tout le poids de sa crise, décidés à poursuivre et développer l'offensive ouvrière qui avait pris corps, dans toute une série d'entreprises, en juin et en juillet derniers.

Pour faire face à cette situation, le plan de relance est le volet démagogique de la politique de Giscard. Mais il y a un autre volet dont il n'a pas parlé mais que les travailleurs connaissent bien pour en avoir fait l'expérience au cours de leurs dernières luttes : il s'agit du durcissement de la répression policière constatée depuis l'année dernière. Le déploiement répressif d'envergure mis en place à Algérie n'est pas une exception ou une bavure comme le disaient certains commentateurs bourgeois. Il est dans la logique de la campagne développée par le gouvernement pour accréditer la nécessité d'un Etat fort, capable d'empêcher ou de réprimer les « troubles sociaux ». Lecanuet vend la mèche quand il définit le « libéralisme » de son gouvernement comme

un « libéralisme musclé ». On voit tout de suite qui est visé ! Cet été les signes de cette répression n'ont pas manqué : de nombreux délégués syndicaux d'entreprise ont été sanctionnés, voire expulsés pour leur combativité. La brigade anti-gangs de Poniatowski s'est encore signalée en agression sauvagement deux policiers qui passaient sur leur lieu d'intervention. Ce renforcement de la dictature de la bourgeoisie, cette relance de la répression, c'est un signe supplémentaire des difficultés de cette classe pour imposer sa domination aux travailleurs.

La bourgeoisie prépare la rentrée à sa manière. Les travailleurs la préparent à la leur. Toute l'expérience de l'année dernière leur montre à quelle aggravation considérable de leurs conditions de vie et de travail, peut les conduire l'acceptation du chantage à la crise, ou l'abandon de la conduite de leurs luttes aux mains des révisionnistes du PCF. Ils savent aujourd'hui que tout recul de la bourgeoisie ne peut être construit qu'en surmontant ces deux obstacles, qu'en construisant un mouvement d'ensemble. Ce sera leur réponse aux « relances » de la bourgeoisie.

Marc ANDRÉ.

En Bref

CAILLAVET FAIT CAVALIER SEUL

Le sénateur Caillavet vient de démissionner du Mouvement des radicaux de gauche, dont il était vice-président. Il s'était rendu célèbre à sa façon dans l'union de la gauche, par son franc-parler. Il n'avait pas hésité à dire la vérité et à proclamer que « le programme commun n'est qu'un programme de collaboration de classes et rien d'autre ». Il faut dire qu'il savait de quoi il parlait puisqu'il est un des des rédacteurs du programme commun (l'annexe).

En bon social démocrate, il estime sans doute qu'il est préférable d'avoir un pied dans chaque camp, aussi il assure d'un côté qu'il ne va pas rejoindre la majorité, et de l'autre, il déclare : « Je souhaite que le président de la République soit le président de tous les Français ou alors nous ne sommes plus en démocratie ».

QUAND LES JEUNES GISCARDIENS JOUENT...

Les minets de Génération Sociale et Libérale (GSL : les jeunes giscardiens) n'ont en général pour formation politique que leurs préjugés de classe de bourgeois et une bonne dose d'anti-communisme. Pour remédier à cette insigne pauvreté, leurs dirigeants ont organisé une « université politique d'été ». Le Monde n'a pas hésité à leur consacrer 4 colonnes.

Sous la direction de Henri Giscard d'Estaing (décidément, c'est une affaire de famille) ils ont passé une semaine en « jeux drôles », ainsi qu'ils les appellent : par exemple persuader un syndicaliste (autre que Bergeron) d'acheter une vignette pour la fête des jeunes giscardiens. La seule chose drôle qu'on puisse trouver dans un tel « jeu », c'est la naïveté de ces jeunes bourgeois qui s'imaginent que l'on peut si facilement dupier les travailleurs qui subissent quotidiennement les conséquences de la politique réactionnaire de ce Giscard qui s'imagina être la nouvelle idole des jeunes.

LECANUET : POUR UN LIBERALISME MUSCLE

Lecanuet a précisé lundi soir à France-Inter ce qu'il faut comprendre quand le gouvernement parle de « société libérale avancée » : « la société libérale doit se muscler ».

Un libéralisme musclé, voilà le programme de la bourgeoisie : et les travailleurs sont avertis : « l'Etat doit réprimer le désordre chaque fois qu'il se manifeste ». Les ouvriers expulsés de leurs usines, matraqués, surveillés par des chiens policiers savent bien que ce sont leurs luttes qui sont visées quand la bourgeoisie parle de « désordre ».

Pour l'unité des révolutionnaires

Les propositions de notre Parti sur l'unité, développées dans notre journal (n° 164), ont déjà reçu des réponses et des avis favorables pour le débat, de la part d'organisations se réclamant du marxisme-léninisme. Dans le prochain numéro du journal, notre Parti développera ses propositions.

ABONNEZ-VOUS
au QUOTIDIEN DU PEUPLE
CCP 23 132 48 F PARIS

○ 1 an : 250 F ○ 3 mois : 80 F
○ 6 mois : 150 F ○ 1 mois : 30 F

POUR L'ETRANGER : Ecrire au journal qui fournira le tarif

Demande de contact avec le PCR

Nom
Profession
Adresse

Envoyez au « Quotidien du Peuple » B. P. 225
75924 Paris Cedex 19

La Corse bradée aux colons et aux banques

Pendant longtemps, la Corse est demeurée à l'écart du développement industriel. Du fait de son caractère insulaire et montagneux plus que toute autre région, elle est restée pratiquement un désert industriel, les capitalistes préférant investir ailleurs. Cette situation a conduit de nombreux travailleurs corses à s'exiler, certains ont dû partir à l'étranger, beaucoup ont été, à une époque, enrôlés comme fonctionnaires ou comme flics dans l'administration de l'empire colonial français. Ce débouché a pris fin avec l'empire colonial. Une partie de la population qui vivait ainsi des miettes distribuées par l'Etat impérialiste directement ou indirectement, s'est retrouvée progressivement sans ressource, alors que la faillite des petits paysans, qui n'avaient pas pu se moderniser sur leurs trop faibles exploitations, aggravait encore cette situation. C'est alors que la bourgeoisie prétendit mettre sur pied un plan de développement de la Corse comme solution de rechange pour maintenir les travailleurs et les couches de la petite bourgeoisie dans la collaboration de classes. En fait elle fournissait des terres aux colons chassés par les peuples du Maghreb.

Ce plan de développement s'appuyait sur deux directions : mise en valeur de la plaine orientale et développement du tourisme.

La plaine orientale était, à l'époque, dans sa majeure partie, une plaine insalubre et marécageuse. Une société mixte : la SOMIVAC réalisa les travaux nécessaires à la mise en valeur de ces terres, soit 20 000 hectares et les vendit à faible prix, principalement à des colons pieds noirs (550 sur les 700 fermes créées). Ce sont donc les colons qui furent les

principaux bénéficiaires de cette opération et quelques gros viticulteurs corses. La production exclusive, en grande quantité, de vins de consommation courante, à partir de cépages à haut rendement mais à faible degré d'alcool fut rendue possible grâce à la chaptalisation (*) et à l'importation de vins italiens plus alcoolisés pour le coupage. Certains colons ont même trouvé un nouveau procédé de fabrication de vins sans raisin, à partir d'eau et de colorant, ce fut le fameux scandale des vins corses. Mais d'autres scandales n'ont pas été révélés. Et notamment l'appauvrissement des petits paysans d'origine corse qui sont ruinés par la concurrence des grands viticulteurs et n'arrivent plus à vendre leurs vins de bonne qualité, d'appellation contrôlée. Alors que 478 exploitations occupent 70 % des vignobles et se partagent 90 % des revenus, soit un chiffre d'affaires de 19 milliards d'anciens francs ; sur 30 % des surfaces produisant 10 % du revenu vinicole, vivent 3 992 exploitations toutes corses. Alors que les grosses exploitations disposent de coopératives pour la vinification et la commercialisation, les petits viticulteurs n'ont pas de coopérative et dépendent directement des négociants qui leur achètent leurs vins à des prix dérisoires : 0,60 F le litre de vin d'appellation contrôlée. Beaucoup, en raison de la mévente, devront vider leurs cuves pour recueillir la récolte de cette année.

Pour les fruits, le problème est du même type, les grandes exploitations commercialisent leur production à bon prix, mais les petits producteurs vendent leur production à des prix dérisoires.

Pendant quelques jours, au début de la saison, le raisin de table était

acheté à 4 F le kilo par les négociants, maintenant il est acheté à 1 F le kilo, mais il est revendu 7 F au consommateur. La plupart des travaux hydrauliques pour l'irrigation ont été entrepris dans les régions de grandes exploitations, par contre les petits paysans manquent d'eau.

La situation des bergers est encore plus catastrophique, ils ne vivent que du produit de leurs troupeaux, essentiellement du lait des brebis acheté par la société Roquefort qui le transforme en Corse en fromage de lait caillé et ensuite l'expédie dans les caves de la région de Roquefort pour l'affinage. De nombreux bergers sont illettrés et sont condamnés à vivre dans des cabanes sans confort. Alors qu'il y a du très bon fromage Corse qui pourrait être fabriqué sur place, la production de lait de brebis est accaparée par une société extérieure parce qu'il n'y a pas de fromagerie en Corse.

L'autre axe du « développement » de la Corse, c'est le tourisme. Les grandes banques, les agences de tourisme se sont emparées de cette manne : la banque Rothschild a acheté une partie du golfe d'Ajaccio. Mais ceci n'a créé que très peu d'emplois définitifs et la plupart du personnel qualifié vient du continent car il n'y a pas d'école hôtelière en Corse. Les hôtels, les restaurants importent les produits qu'ils consomment. Le développement du tourisme n'a donc rien modifié le sous-développement de la Corse. En dehors du tourisme et de la mise en valeur de la plaine orientale, les capitalistes n'investissent pratiquement pas en Corse.

Il n'y a que très peu d'industries en Corse et de très petites. Le niveau de l'emploi est équivalent à celui de

1966, c'est dire qu'il ne s'en crée pas. Une conserverie a été ouverte à Casamozza, elle a dû fermer, les cultures correspondant n'existaient pas ! Le bâtiment est la branche qui emploie le plus, mais les constructions concernent en presque totalité le tourisme, alors que l'habitat en Corse est un des plus vétustes de France. Il faut importer le ciment, il n'y a pas de cimenterie sur l'île et un sac de ciment vaut 36 % plus cher que sur le continent.

Le développement spectaculaire de deux secteurs restreints ne fait que mieux apparaître le sous-développement des autres secteurs et c'est à partir de la prise de conscience de ce phénomène que les masses se sont révoltées en Corse. Les premières mobilisations de masse ont eu lieu pour protester contre le projet de suppression de la ligne de chemin de fer sous prétexte de non rentabilité, plus de 10 000 manifestants ont imposé le maintien du chemin de fer.

Mais aujourd'hui, c'est contre la situation d'ensemble qui leur est faite par la bourgeoisie que se révolte la population corse.

— contre la surexploitation des travailleurs qui souvent touchent moins de 1 200 F par mois,

— contre la majoration de 30 % par rapport au continent de la plupart des produits,

— contre le chômage qui touchait en 1972 14 % des travailleurs de moins de 30 ans et 48 % des femmes ; depuis, la situation s'est certainement aggravée. Contre le chômage partiel qui touche environ 40 000 travailleurs agricoles et du secteur hôtelier, employés de façon saisonnière,

— contre l'obligation de s'exiler : plus de 50 000 Corses ont dû quitter l'île ;

chaque année 6 000 jeunes doivent s'expatrier avec l'espoir de trouver des emplois mieux payés. Dans l'autre sens des travailleurs immigrés dont 20 000 d'Afrique du Nord viennent occuper les emplois sous-payés dans l'agriculture et le bâtiment. Tandis que les terres sont progressivement rachetées à bas prix par les colons pieds-noirs,

— contre l'insuffisance de l'infrastructure médicale et hospitalière : la Corse a le record de la mortalité infantile pour la France (2,5 % en Corse, 1,8 % moyenne nationale).

— contre l'étouffement de la culture corse, le mépris de la langue corse qui n'est pas enseignée dans les écoles primaires. La destruction progressive des arts et de l'artisanat populaire. La négation de la riche expérience populaire traditionnelle conduit à des aberrations : destruction des forêts, production extensive de vins de basse qualité...

Ainsi le système capitaliste, basé sur la recherche exclusive du profit, en même temps qu'il concentrait dans quelques centres l'essentiel des moyens de production, créant des problèmes insurmontables et un cadre de vie abrutissant pour les travailleurs, transformait en désert certaines régions, vidées de leurs populations et détruisait un riche patrimoine culturel, artisanal et agricole. Le capitalisme a fait la preuve de son incapacité à promouvoir un développement harmonieux des richesses nationales et un aménagement équilibré du territoire qui respecte les particularités régionales.

Serge LIVET

(*) Chaptalisation : procédé consistant à mettre du sucre dans le vin pour renforcer son degré d'alcool.

La Corse sous la botte

Jeudi 21 août, un millier de gendarmes mobiles et de CRS, appuyés par des auto-mitrailleuses et des hélicoptères Puma, sont dépêchés autour de la ferme occupée par une cinquantaine de militants corses à Aléria, sur la côte orientale de la Corse. Cette action, malgré son caractère ambigu (la prise en otage de travailleurs immigrés), et son aventurisme, traduit à sa façon l'immense colère de la population corse. Elle marque le refus de l'accaparement des terres par les colons, de la ruine des paysans, du sous-développement de l'île et de la destruction du patrimoine culturel.

Poniatowski a refusé de parlementer et ordonné l'assaut : dans la fusillade 2 flics ont été tués, 2 autres blessés et un militant corse gravement blessé. Poniatowski a délibérément choisi l'affrontement, il ne pouvait ignorer qu'un tel déploiement policier, étant donné le degré d'exaspération en Corse, ne pouvait que conduire à des affrontements armés. La fusillade d'Aléria, celle de Bastia la semaine suivante, sont dans la logique d'une telle attitude.

La bourgeoisie a utilisé ces incidents pour justifier le déploiement policier et pour étayer sa propagande sur la nécessité de renforcer l'appareil policier et d'armer la police.

Poniatowski pensait que la présence massive et ostentatoire des forces de police et de l'armée serait suffisante à faire taire la colère de la population. Pendant 10 jours, l'île a été quadrillée par la police et par l'armée. A Bastia, il n'était pas possible de faire 500 mètres sans être contrôlé et fouillé quatre fois ; il y avait des barrages de police dans chaque rue. La nuit, toutes les routes étaient surveillées par la légion qui contrôlait tous les déplacements. Les militants les plus connus avaient en permanence chaque nuit un car de CRS à l'entrée de leur ferme. Sous prétexte d'arrêter les membres du commando d'Aléria, des villages ont été complètement investis par des forces de police avec auto-



mitrailleuses et hélicoptères, tirant des grenades lacrymogènes pour faire sortir les villageois ; toutes les habitations étaient contrôlées. Au lendemain des incidents de Bastia, Poniatowski envoyait en Corse des policiers de la brigade anti-gang et des gendarmes parachutistes.

Le dispositif policier et militaire à l'œuvre en Corse préfigure les méthodes qui pourront être utilisées en cas de mouvement de masse d'ampleur.

Toute la propagande de la bourgeoisie (télévision, radio, presse) visait à faire admettre un tel dispositif comme normal et dans l'intérêt de tous.

Mais en Corse l'effet escompté n'a pas été atteint, les travailleurs ont riposté massivement à la répression. Malgré les mots d'ordre démobilisateurs des révisionnistes, leur mépris pour les mouvements populaires, l'opération « île morte » a été un succès total. Le mot d'ordre de grève a été suivi pratiquement à 100 %. La population ne s'est pas laissée intimider : elle continue d'exiger massivement la libération des militants cor-

ses, le retrait des forces de police de l'île.

Ces événements ont révélé la crise des appareils politiques traditionnels. Les élus de la fraude ont perdu tout crédit. Les partis bourgeois ont été complètement débordés par le mouvement de masse : des dirigeants de la fédération corse des Républicains Indépendants ont démissionné. Rossi, conseiller général centriste, a également remis sa démission. Sanguinetti s'est contredit à plusieurs reprises appelant à la fois à la répression et à la compréhension. Les révisionnistes sont demeurés totalement extérieurs au mouvement, ont refusé de s'associer à la journée « île morte », d'ailleurs leurs manifestations n'ont pas regroupé plus de mille personnes sur l'ensemble de la Corse.

Malgré les appels unanimes des partis bourgeois de l'UDR au PCF à « respecter la voie démocratique et légale », la population corse prend conscience dans sa lutte de la responsabilité du capitalisme et de la nécessité d'abattre l'Etat bourgeois, garant de l'exploitation capitaliste.

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

Aléria, Bastia, le libéralisme policier de Giscard-Poniatowski se montre tel qu'il est : une arme de répression contre les masses populaires.

Notre Parti dénonce la répression sauvage qui s'est déchaînée contre le mouvement des masses populaires corses, l'état de siège, le quadrillage systématique des bandes armées de Poniatowski.

Auto-mitrailleuses, hélicoptères Puma, brigade anti-gang... le tout complaisamment montré à la télévision comme s'il s'agissait d'habituer les travailleurs à leur présence, à leur utilisation massive contre des mouvements populaires d'ampleur.

Notre Parti exige la libération immédiate des militants corses emprisonnés.

Notre Parti dénonce le pillage capitaliste des richesses de la Corse. Il dénonce la misère dans laquelle les masses populaires de l'île sont maintenues, avec des prix de 30 % supérieurs à ceux du continent, un chômage rendu tel par la sous industrialisation qu'il est impossible de trouver un emploi sur place.

Il dénonce l'accaparement des terres les plus riches par une poignée de colons chassés par la lutte du peuple algérien.

Il dénonce l'oppression culturelle qui empêche à la culture insulaire de s'épanouir pleinement.

Notre Parti soutient les revendications légitimes des masses populaires corses même si, actuellement des forces bourgeoises essayent de les dévoyer à leur profit.

Notre Parti dénonce les soi-disant « réformes régionales » qui visent à rationaliser le fonctionnement du capitalisme, à « décentraliser », c'est à dire en fait à confier des parcelles

de pouvoir à quelques notables locaux mais nullement à permettre aux masses populaires, à la classe ouvrière de prendre les véritables décisions économiques et politiques.

Les affrontements de Corse le montrent : la bourgeoisie n'est pas capable de répondre aux aspirations de la classe ouvrière, du peuple, autrement que par le déchaînement de sa violence réactionnaire. Elle est incapable de paraître unifiée sur la décision à prendre. Ses hésitations, le renvoi d'un préfet et d'un sous-préfet, les déclarations contradictoires de Poniatowski en témoignent.

C'est un nouveau signe de la crise politique !

De leur côté, les faux communistes du PCF se distinguent par leur mépris des revendications légitimes de la population insulaire. Leur refus provocateur de s'associer à la journée « île morte », leur tentative pour l'empêcher en organisant une manifestation autonome trois jours après, en témoignent. Les travailleurs sauront démasquer les briseurs de grève.

Non, il n'est pas de réponse aux aspirations de notre peuple, aux aspirations de nos régions dans le cadre du capitalisme !

Seul le Pouvoir des Ouvriers et des Paysans pourra briser cette aberration du capitalisme qui transforme des régions en déserts économiques, en simples réservoirs de main d'œuvre, et pourra donner à chaque région la possibilité d'un développement économique propre.

Seul le Pouvoir des Ouvriers et des Paysans saura garantir le patrimoine linguistique, culturel et artistique des régions et permettre leur enrichissement.

La "rentrée" de l'inquiétude... à la colère

« Vacances : les Français pas contents ». « Rentrée : la morosité habituelle se nuance cette année d'inquiétude », et la presse de nous énoncer les raisons de ce mécontentement : « embouteillages monstres », « plages surpeuplées », « prix gonflés »... jusqu'au commentateur d'Europe N° 1 qui s'étonne du fait que « Les Français ont étalé leur rentrée ». « Ils n'ont pas su calculer, au bout de 15 jours ils avaient tout dépensé... » Pas su calculer ou trop vite vu le fond du porte-monnaie ? Voilà pour les vacances. Quant à la rentrée, les données du tableau s'appellent crise, chômage, inflation, Corse, Portugal... Plus question de soleil, de détente, d'aventure ; ça, c'était valable en juin lorsqu'il s'agissait de nous faire miroiter autre chose, en fait de nous faire oublier nos revendications, nos luttes... Aujourd'hui, l'heure est à un peu plus de « réalisme ». D'où l'inquiétude et la morosité. La colère aussi. La révolte. Cette révolte ce n'est bien sûr pas dans la presse des Amaury ou des Boussac qu'elle s'exprime. Non ; mais dans les cités HLM, dans les usines, partout où nous avons interrogé les travailleurs sur leurs congés, sur la rentrée.



... « 30 % sur un paquet de lessive »...

jeunes partis « entre deux pointages », « en auto-stop ». Non, la conversation vient naturellement sur la rentrée.

LA RENTREE

« Tout le monde dit que le chômage, cela va continuer. Comment va-t-on faire ? » Le regard de la jeune femme se tourne vers son enfant, assis dans la poussette : « On avait décidé que j'arrêterai de travailler 18 mois, mais avec une paye ce n'est plus possible... Il n'a même pas un an ». Giscard ? Séguy ? La relance, on n'y croit pas, l'argent il va encore aller aux entreprises. Pour les syndicats, je crois que cette année ils vont avoir du travail, ça va bouger, c'est sûr ». Son mari travaille chez Renault : « Ils se préparent eux aussi ».

« Avec la grève on a quand même obtenu quelque chose, mais il suffit de regarder les prix pour être sûr qu'on va être obligé de remettre ça ». Nous sommes devant Renault.

« La rentrée ? 30 % de plus sur ce paquet de lessive, quant aux fournitures scolaires pour les enfants, n'en parlons pas... C'est une ménagère qui parle à la sortie d'un supermarché. « L'an passé on nous disait « Ne vous en faites pas pour les prix, cela va s'arranger », alors quand on nous parle de relance, de plan de ceci ou de cela, on se fatigue, on n'écoute plus. Il y a des jours où on cherche vers qui se tourner, comment en sortir... Je sens bien qu'il y a voir des réactions, ça ne peut plus durer... »

« Cela ne peut plus durer » « ça va bouger », ces phrases, nous les avons entendues à plusieurs reprises. Alors, morosité ? Inquiétude ? Oui, mais aussi colère et révolte, volonté de lutter.



... « ça ne peut plus durer »...

Voilà pourquoi la presse et la télévision sont aujourd'hui plus « réalistes ». C'est qu'il n'est plus possible de nier les files de chômeurs, de dissimuler les étiquettes. Au contraire, on nous les montre, on nous dit même que le chômage va augmenter. Telle publicité télévisée nous incite à « être économe », à acheter telle matière « parce qu'elle dure ». Bref... « Serrez-vous la ceinture, voilà le temps des vaches maigres ». Car c'est bien de cela qu'il s'agit, du point de vue des capitalistes : essayer de faire accepter à la classe ouvrière chômage et restriction de la consommation, essayer de désamorcer nos luttes. On parle de notre inquiétude, mais c'est pour mieux brandir la menace du chômage, le chantage à la crise. C'est oublier notre colère, notre révolte, c'est oublier cet ouvrier de Renault, cette ménagère, ce chômeur.

Pierre MOREL

Le plan de relance UN EPLATRE... SUR

Après plus d'un mois de suspense savamment entretenu, Giscard a enfin, jeudi soir, exposé son plan. Un discours « travaillé » : visage de circonstance, plus grave qu'à l'habitude, ton plus sérieux, dépourvu de toute note humoristique. Tel était l'aboutissement d'une campagne politique menée tambour battant pendant tout le mois d'août sur le thème : « Le gouvernement prend son temps, la situation est certes assez grave, mais à la rentrée, vous allez voir, cela va être du sérieux ». Afin de donner encore plus d'éclat à ce plan de relance, on nous a tenus en haleine tous les jours, la presse aux ordres dévoilant progressivement, par bribes, son contenu.

Mais malgré ces louables efforts dans la mise en scène, le morceau qu'on nous joue n'a rien de bien nouveau, ni de quoi susciter l'enthousiasme.

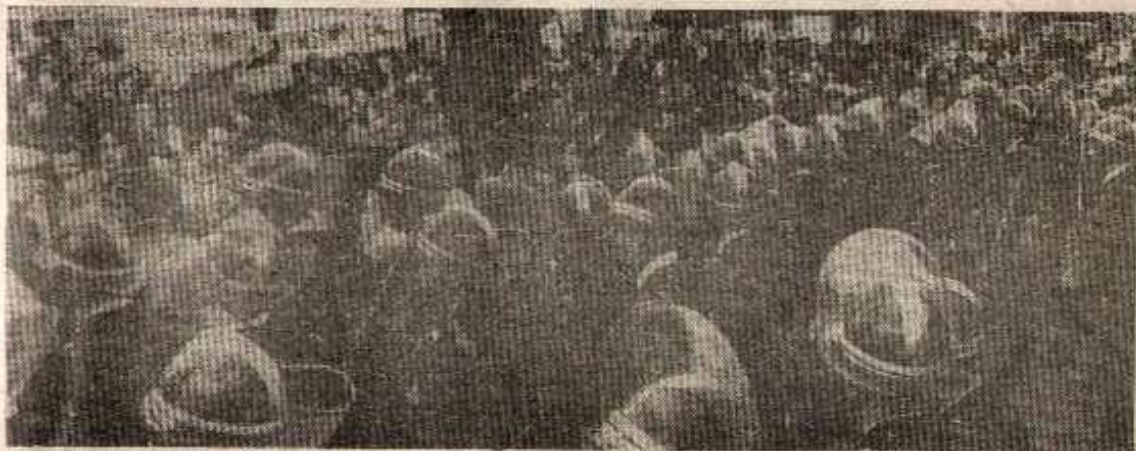
C'ETAIT POUR NOTRE BIEN !

Giscard, qui est un chaud partisan du système de questions-réponses, quand c'est lui qui pose les questions, commence, comme on a du lui apprendre à l'ENA, par les deux questions rituelles : pourquoi ce plan ? Et pourquoi maintenant et pas plus tôt ? Si quelqu'un s'attendait à des révélations, il aura été déçu. L'argumentation est, en effet, on ne peut plus traditionnelle. Elle consiste à souffler alternativement le chaud et le froid : « La production in-

dustrielle... presque partout en Europe... a baissé plus profondément et plus longtemps qu'il n'était imaginé. Nous traversons la plus grave secousse que l'économie mondiale ait connue depuis 45 ans... La situation de l'emploi est devenue préoccupante. « Par contre : « succès complet, selon Giscard, pour le rétablissement de l'équilibre des échanges extérieurs » ; « succès honorable » dans la lutte contre l'inflation, bon gré, mal gré. La France, affirme Giscard, n'est pas si mal placée que ça par rapport aux autres nations industrielles. Nous avons rejoint « le petit groupe des pays sages d'Europe ». Malgré la débauche de vocabulaire économique, nous avons tous compris : Giscard a eu raison d'envoyer les chiens lorsque les travailleurs de Chausson réclamaient des augmentations de salaire. Il a eu raison de faire évacuer par ses CRS les usines vouées à la fermeture quand elles étaient occupées. C'était pour le bien, la sagesse de la France ! Mais notre bien à nous, Giscard ? Faut-il s'estimer heureux de n'avoir qu'un million, au bas mot, de chômeurs, et que 10 %, officiels, de hausse des prix ?

ON EST LOIN DU COMPTE

Après ce mélange soigneusement dosé de constat d'échec et d'autosatisfaction, Giscard en arrive au fait : le contenu du plan propre-



La relance... de la repression.

de Giscard UNE JAMBE DE BOIS...

ment dit. Comme prévu, ce n'est qu'une petite partie des 30 milliards de francs qui est consacrée à la consommation sociale : 5 milliards de francs qui se décomposent comme suit : — une prime de 700 F pour les personnes âgées (2,3 millions selon Giscard) bénéficiaires du Fonds National de Solidarité. Lorsqu'on sait que le minimum de ressources assuré aux personnes âgées n'est que de 600 F par mois. Comment voir dans cette aumône de 700 F autre chose qu'une piqûre qui calme la douleur sans soigner la maladie ?

— une prime de 250 F par enfant pour les familles touchant des allocations. Voilà une belle manière d'éviter de revaloriser les allocations familiales. Cela paiera bien trois semaines de cantine à l'école, mais après ? Alors que dans nombre de cités HLM, c'est aujourd'hui un locataire sur 4 qui ne paie pas ou en retard son loyer, qu'est-ce que cela va changer ? — Quant au petit million de familles qui bénéficieront de la prime de rentrée scolaire, ils seront très heureux d'apprendre que la prime de rentrée est portée de 110 F à 125 F par écolier, soit une augmentation d'environ 15 %, ce qui est loin de combler l'augmentation des frais scolaires.

Alors, bien sûr, on peut, comme Giscard se plaît à le faire, ajouter les chiffres, faire des multiplications. On arrive à un total de 1 129 F pour une famille de 3 enfants (sous certaines conditions). « Vous vous rendez compte, semble dire Giscard, 1 129 F, je n'ai jamais tant donné ! ». Il est clair que Giscard ne sait pas combien coûtent l'entretien et l'éducation de 3 gosses !

Voilà pour la consommation « sociale », comme dit Giscard.

LE TROMPE-L'ŒIL DES COMMANDES DE L'ETAT

Le reste, c'est pour relancer l'activité économique, soi-disant, pour créer des emplois. D'abord, les achats et commandes de l'Etat. — un chapitre « grands travaux », pas trop grand tout de même, puisqu'il ne s'agit que d'améliorer, de « moderniser » les routes, les ports de commerce, les transports en commun.

Autrement dit, quelques trous en moins dans les routes, quelques vieux autobus ou rames de métro usagés mis au rencart, mais pour ce qui est de l'élargissement du réseau de transports, de son adaptation aux besoins croissants, il faudra attendre le plan suivant. — un chapitre amélioration du cadre de vie, où il est question d'améliorer les hôpitaux, les prisons et les casernes. On savait bien que Giscard se préoccupait beaucoup de notre encadrement policier et que ses fils, en uniforme ou non, manquaient de moyen. Mais tant de franchise de sa part nous étonne ! — un chapitre « opérations diverses » où il est question de mettre en chantier 16 000 logements supplémentaires (dont 10 000 HLM seulement). Ce qui ne fera jamais que ramener la construction sociale à son niveau de 1971 où l'on parle encore de rénover des HLM anciens. Quant aux loyers, pas un mot !

LE GROS MORCEAU : DE SUBSTANTIELS CADEAUX POUR LES TRUSTS

Les commandes de l'Etat concernent en tout premier lieu l'activité du bâtiment. Elles profiteront naturellement aux grosses sociétés de secteur entre lesquelles les marchés doivent être déjà partagés.

Mais les autres secteurs ne sont pas oubliés. D'ailleurs, régulièrement cité par la Cour des Comptes pour les sommes fantastiques qu'il obtient du Trésor ou qu'il ne rembourse pas, bénéficiera encore cette fois de plus d'un demi milliard de francs. De même, les trusts sidérurgiques obtiennent plus de trois millions de francs de prêts du Fonds de développement économique et social.

Giscard ne s'en est pas tenu là. Pour les trusts, il est généreux. Ce paiement de l'impôt sur les sociétés qui est celui sur les bénéfices industriels et commerciaux est reporté du 15 septembre au 15 avril. C'est, soi-disant, pour soulager les trésoreries des industriels. Gageons que cela leur permettra surtout de faire plus de profits, ne serait-ce que grâce à l'économie réalisée par la baisse continue du prix de l'argent.

LE PCF, LUI AUSSI, A SON PLAN DE RELANCE... DU CAPITALISME

Marchais a présenté le 8 août de prétendus « objectifs de lutte » capables « d'alléger les difficultés des travailleurs ». Il s'agit du « plan de relance » des révisionnistes sur lequel ils font porter tout leur effort de propagande. Il se compose :

— d'une série de mesures présentées comme devant « relancer la consommation populaire », à savoir : mesures en faveur des chômeurs, SMIC à 1 700 F, doublement des allocations familiales, blocage des loyers et arrêt des saisies, des expulsions, prime de rentrée ;

— d'une série de mesures prétendant « assurer le développement économique et l'emploi » : pas de licenciement sans reclassement, retraite avancée à soixante et cinquante-cinq ans, développement des branches industrielles « correspondant aux besoins nationaux », développement des relations extérieures « au profit de l'économie de notre pays » ;

— de mesures enfin prétendant s'attaquer aux monopoles et à l'inflation : nationalisations de certains trusts et du système bancaire, blocage des prix, contrôle des exportations de capitaux.

De ce catalogue fourni, le PCF met en avant, en direction des travailleurs, la première série de mesures, et il s'efforce de présenter l'ensemble comme dérivant de l'unique souci du bien de la classe ouvrière et des travailleurs.

Les nouvelles propositions ont pour prétention d'actualiser celles d'Albertville, qui datent de septembre 1974. Ces dernières n'ont pas, l'an dernier, été reprises massivement dans les luttes menées par la classe ouvrière, loin s'en faut. Et la ferme opposition à la bourgeoisie proclamée à Albertville n'a pas passé l'épreuve des faits : partout où il l'a pu, en effet, le PCF a aidé la bourgeoisie à diviser la classe ouvrière : il a saboté la lutte des postiers en novembre ; il a, en juin, aidé le patronat de Chausson à faire reprendre le travail, contre les ouvriers. Et ce sont ces gens-là qui viennent aujourd'hui, sans vergogne, nous servir les mêmes promesses ! Mais, derrière cette présentation démagogique, il faut aller à l'essentiel et voir la logique cachée du plan du 8 août.

« DEVELOPPER L'ECONOMIE »

La partie essentielle du programme du 8 août c'est, en effet, la série de mesures visant à « développer l'économie et assurer l'emploi ». Ces mesures n'ont pas changé depuis Albertville. Énumérant les secteurs « correspondant aux besoins nationaux », le P-C-F demande qu'on les développe : informatique, aéronautique, machine-outil, etc. Il rejoint là les préoccupations de Giscard qui, cette année, s'est employé à vendre des avions, a lancé un plan

de développement du téléphone, a réorganisé l'informatique, etc. Dans le même esprit, Marchais n'a pas abandonné son chagrin de voir « notre commerce extérieur » dans une mauvaise passe ; il suggère que l'éventail des clients de la France soit élargi, et qu'on développe les exportations vers les « pays en voie de développement ». C'est là aussi le souci constant qui a animé les commis voyageurs de la bourgeoisie française, tel Norbert Segard, dans ses innombrables périples à la recherche de contrats. Quelle différence de fond y aurait-il en

effet entre les mesures du P-C-F et la politique de redéploiement menée par Giscard ? Les mesures du P-C-F sont à prendre immédiatement, avant même l'avènement de la « démocratie avancée » ; il s'agit d'une réorientation qu'il propose pour demain, sous le règne inchangé du capitalisme. Comment parler alors dans ces conditions « d'intérêt de notre économie » ? Comment prétendre vouloir la santé d'une économie qui fonctionne à chaque seconde par l'exploitation des ouvriers, et en même temps prétendre défendre les intérêts de la classe ouvrière ? Pour résoudre les conséquences de la récession qui frappe aujourd'hui la France, on doit choisir son camp, celui de la bourgeoisie ou celui de la classe ouvrière. Le P-C-F, en cherchant « le profit de notre économie », choisit le sien, celui de la bourgeoisie.

LES NATIONALISATIONS

Marchais s'en prend aussi au « pillage des fonds publics » par les monopoles. Il suggère, pour empêcher ce pillage, de nationaliser, dès maintenant, quelques trusts sélectionnés dans la liste du programme commun. Ainsi serait mis un frein à l'inflation et à l'exploitation de la classe ouvrière. Mais, nationalisés ou non, les entreprises sous le règne du capital sont des lieux où se pratique l'exploitation. On ne saurait changer cela en arrêtant le transfert d'argent des caisses de l'Etat aux entreprises privées. L'exemple de Renault qui a licencié quatorze travailleurs l'an dernier est là pour le prouver. Nationaliser, aujourd'hui, n'a d'autre signification qu'un nouveau renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat : c'est l'exemple de l'opération montée par Giscard pour former le groupe nationalisé Renault-Berliet en décembre dernier.

Développer l'économie capitaliste, renforcer le rôle de l'Etat capitaliste, développer les industries de pointe de l'impérialisme français et ses marchés dans le monde, voilà bien le fond du plan proposé par le P-C-F dans les mesures que nous venons de voir.

Mais évidemment Marchais ne peut les présenter aussi crûment aux masses, c'est la raison de la présence, dans son plan du 8 août des autres « objectifs de lutte ».

Quant à l'impôt sur le revenu que paient les travailleurs, pas de réductions. Les chômeurs devront trouver de l'argent, ou alors ce sera les saisies, les expulsions !

LE CHOMAGE CONTINUERA A AUGMENTER

Giscard aura été plus généreux pour les capitalistes que pour les masses. On s'y attendait. « Cela va permettre de créer des emplois » affirmait-il. Mais rien n'est moins sûr. A supposer que ce soit là le but recherché. On ne résorbe pas si facilement 1,5 million de chômeurs totaux et près d'1 million de chômeurs partiels. L'exemple des autres pays industrialisés curieusement absents du discours de Giscard est là pour nous en faire douter. En Belgique, on a dépensé, sans effet sur l'emploi, l'équivalent de 130 milliards de francs (4 fois plus qu'en France). En Allemagne, 100 milliards de francs, sans effet. Ceyrac, lui-même, patron du CNPF, bien placé pourtant pour être au courant du plan, déclarait avant même sa publication : « L'effet des mesures de relance ne se fera pas sentir immédiatement... Normalement, la courbe du chômage ne s'inversera pas avant le premier semestre 1976... » et encore « de nouveaux licenciements sont inévitables... » On ne fait pas rentrer un éléphant dans un petit panier. Il apparaît au contraire clairement que l'objectif visé par ce plan n'est nullement la relance proprement dite de l'économie, mais tout au plus un freinage de la récession et de l'aggravation du chômage. Que le chômage n'atteigne pas des proportions ca-

tastrophiques. Entendons par là qu'il ne suscite pas de vagues de révolte dans les masses : tel est bien le souci numéro 1 du gouvernement que confirme la campagne menée par exemple par France-Soir, sur le thème : « La France malade du chômage... » « Le chômage, souci numéro 1 des syndicats et du gouvernement ». La vocation de ce plan apparaît encore plus dans la dernière partie du discours de Giscard, où il tient, comme il dit, à le « replacer dans sa perspective politique ».

NON AU CHANTAGE A LA CRISE

Le chantage à la hausse des prix y tient une bonne place (ne revendiquez pas trop de hausses de salaires) voisinant avec le thème démagogique du discours de juillet sur une autre croissance « plus forte, plus humaine, plus équilibrée, plus économe ».

Ce sont en substance les 2 volets du modèle de collaboration de classes que la bourgeoisie tente de mettre en place pour raffermir une domination politique entamée par les luttes des dernières années. Mais de tels arguments : « attention à la catastrophe » et « profitons de la crise pour réduire les inégalités » sont trop faibles pour endiguer les aspirations révolutionnaires des masses. Ils ne font — à rebours de leurs objectifs — que relever la profondeur de la crise politique qui secoue l'impérialisme français et nous encourage à développer plus avant la lutte de classes.

Frédéric MONTAGNET



La relance... du chômage

parer la gestion de la pénurie imposée par la bourgeoisie : cette classe qui rejette comme de vieux objets les travailleurs âgés devenus inutiles au capital.

De la même manière, quand il s'agit de fixer le montant minimum du SMIC, le P-C-F propose 1 700 F : il semble avoir enfin entendu la revendication unanime des postiers et hospitaliers qui date... de novembre 1974. Mais il « oublie » que les prix ont, depuis cette époque, augmenté de plus de 15 %.

Ainsi, même à travers les « objectifs » de lutte apparemment favorables à la classe ouvrière, le P-C-F, d'embolie, cherche à préparer le terrain pour l'austérité imposée par la bourgeoisie.

DES MESURES PUREMENT DEMAGOGIQUES

Dans le catalogue du 8 août, une série de mesures visent à faire simplement diversion : le P-C-F les avance par pure démagogie.

Ainsi, il parle de « taxer les superprofits » : de deux choses l'une : soit il s'agit d'une mesure analogue au projet giscardien de taxer « les plus-values » et tous les ouvriers savent qu'une telle imposition n'est qu'illusion. Soit il s'agit de traquer les profits faits sur le dos de la classe ouvrière et, dans ce cas, il faut d'abord renverser la bourgeoisie, car son fisc ne saurait se retourner contre elle, puisqu'il fonctionne pour écraser le peuple et rationaliser l'accumulation capitaliste. La mesure proposée par Marchais est donc purement démagogique, comme le prétendu « blocage des prix à la production » ou comme les soi-disant « garanties de prix aux agriculteurs » : prises sous la direction inchangée du capital, de telles mesures ne peuvent le desservir.

La démagogie éhontée apparaît aussi quand Marchais demande la nationalisation du système bancaire : car nous savons bien que l'essentiel de ce système est effectivement déjà nationalisé : ainsi la Banque de France, la BNP, le Crédit Lyonnais, la Société Générale, les

Assurances, etc. Et ces nationalisations n'ont pas eu la vertu d'arrêter l'inflation, au contraire. De même le « contrôle des exportations de capitaux » ne saurait mettre aucun frein à l'inflation, puisque la bourgeoisie le pratique elle-même à son profit, sous le nom de contrôle des changes, à certaines époques. Mieux : prétendre supprimer l'exportation de capitaux dans un pays impérialiste sans toucher un cheveu du pouvoir de la bourgeoisie, c'est nier au fond qu'une des caractéristiques fondamentales de l'impérialisme est précisément l'exportation de capitaux.

DE LA POUDRE AUX YEUX

Dans ces conditions, les quelques mesures prévues par le catalogue du P-C-F en faveur des chômeurs et des travailleurs, qui visent à « relancer la consommation populaire » apparaissent comme de la poudre aux yeux. Non pas que ces mesures soient indifférentes à la classe ouvrière : elles constituent au contraire les exigences élémentaires immédiates que le P-C-F n'a pu éviter de présenter. Mais ces améliorations des conditions de vie des masses sont précisément incompatibles avec toutes les mesures de « développement de notre économie » que le P-C-F propose par ailleurs, pour améliorer, comme on l'a vu, la gestion du capitalisme.

Bien plus, elles ne sauraient, les luttes de l'an dernier l'ont prouvé, être octroyées par la bourgeoisie : il faudra aux travailleurs la lutte unie et résolue pour les imposer à la bourgeoisie. Et, précisément, le P-C-F, dans son comportement quotidien, vise à briser ces luttes, à les empêcher d'aboutir, comme on l'a vu de septembre 1974 à juin.

Il est donc clair, à la lumière des luttes passées et à la lecture du plan de relance des révisionnistes, que les travailleurs ne pourront faire reculer la bourgeoisie sans, en même temps, balayer de leur chemin les révisionnistes du P-C-F.

Paul LEFORT

ILS ONT LUTTE CET ETE

Triton, Grandin, Parisien Libéré, Caron-Ozanne, Chauffour, Cip,... Cazenave, Gramma, Speichin, Grelbin, Merand-Gomez... pour des milliers de travailleurs, la « trêve des plages » souhaitée par les patrons s'est appelée grève, occupation : depuis des mois, des milliers de travailleurs se battent contre les licenciements : pour eux, qui n'ont jamais rien perçu des 90 p. cent du salaire prévus par la loi, pas question de vacances, encore moins que les autres années. Dans des dizaines d'autres entreprises, de nouvelles luttes ont commencé : c'est trop simple de profiter des congés pour licencier ses salariés ! Beaucoup ont répondu par l'occupation. C'est une preuve que loin de renoncer à l'offensive engagée avant les vacances, les travailleurs se préparent à la poursuivre, posent les bases d'un mouvement d'ensemble contre la bourgeoisie.

Cip : Le 8 juillet, le patron, après avoir imposé des réductions d'horaire et fermé l'usine de Neux-les-Mines, a jeté cartes sur table, annonçant la fermeture totale des deux usines. Aussitôt, les ouvrières, qui avaient déjà occupé leur usine plusieurs mois avant les vacances, ont repris l'occupation : le 2 septembre elles déclarent la reprise du travail à leur manière : en organisant la production dans les ateliers occupés, en prenant en main la popularisation de leur lutte.

Vive la détermination des ouvrières de la CIP !

Grandin : Depuis sept mois, c'est l'occupation. Beaucoup de femmes, d'O.S. Depuis sept mois la plupart ne touchent pas l'indemnisation à 90 % et les allocations chômage n'arrivent que très en retard. Et quand un plan de reprise est proposé, c'est pour 140 ouvrières... sur 220. De plus, le syndicat de faillite vient de révéler que l'entreprise intéressée — Radiomatic — a été revendue par les fils Grandin et l'argent de la vente aurait disparu. Voilà qui arrange bien les affaires de ceux qui ont intérêt à la fermeture de l'usine !

Parisien Libéré : Les ouvriers des imprimeries occupées (Parisien Libéré, Chauffour, Caron-Ozanne...) poursuivent leur lutte. Au Parisien Libéré, après la grève du 6 août dans la presse et le labeur, les ouvrières ont repris les « rodéos » (poursuite des camions transportant les Parisiens Libérés imprimés par Amaury et saisie des journaux). Une manifestation des travailleurs de l'imprimerie a rassemblé, en plein mois d'août, plusieurs milliers de personnes.

Bourguet : Pour les ouvriers de chez Bourguet, dès le 2 septembre, c'est un débrayage massif contre les licenciements malgré le désaccord de la CGT. Et pour bien montrer leur force et leur détermination, ils ont aussi séquestré le patron, fils du sénateur socialiste du Tarn. C'est une lutte populaire à Labastide-Rouairoux, petite ville du Tarn où la classe ouvrière a déjà prouvé sa combativité.

Des préparatifs contre la classe ouvrière

Quatre délégués licenciés à Argenteuil, arrestation de postiers qui diffusaient des tracts à Orly et à Saint-Germain-en-Laye, trois candidats aux élections professionnelles licenciés à Citroën-Rennes pendant le mois d'août... C'est une politique de répression organisée qui se met en place. Que visent patrons et gouvernement ? D'abord à frapper les organisations syndicales, à les démanteler. Sans syndicat largement implanté, sans organisation de lutte contre les licenciements contre la baisse du pouvoir d'achat, les travailleurs ne seraient qu'une force dispersée, pas une force capable de vaincre. Empêcher l'unité des travailleurs, voilà ce que vise la bourgeoisie. Et plus profondément encore, à empêcher toute lutte des travailleurs, toute expression politique à l'intérieur des entreprises, Ceyrac et Chotard, du CNPF, l'ont clairement annoncé : « L'entreprise est un lieu de travail qui doit être neutre. Nous sommes donc fondamentalement opposés à toute tentative de politisation ». Les travailleurs de Boussac devraient rester « neutres » devant les 1 000 licenciements ? Les ouvriers de Chauvin Arnoux devraient rester « neutres » quand 35 syndicalistes sont licenciés ? Sera-t-il interdit de discuter au casse-croute de l'émission de télé vue la veille, des derniers événements du Portugal, du socialisme ? Ce droit que les travailleurs ont conquis aux prix de luttes souvent violentes, le droit d'exprimer leurs idées, de s'organiser sur leur lieu de travail, la bourgeoisie veut le battre en brèche !

Ne nous y trompons pas ! Derrière les gémissements de Marchais, qui se plaint de n'avoir pas pu parler aux cheminots de la gare d'Austerlitz — « on ne peut même plus prendre le train » — ce n'est pas tant Marchais venu développer ses perspectives révisionnistes qui est visé mais l'expression politique des travailleurs, des syndicalistes révolutionnaires que la bourgeoisie veut interdire.

Les employés du Crédit Lyonnais viennent d'en faire l'expérience : dans une lettre personnelle, la direction informe chacun qu'elle est décidée à « sanctionner toute action politique et militante menée par qui que ce soit — militant syndical ou autre — à l'intérieur de l'entreprise ». Et elle est passée à l'action. Avec la mise en œuvre d'un tel projet, les ouvriers de Peugeot-Sochaux, eux, n'auront bientôt plus la possibilité de diffuser des tracts syndicaux ou politiques en attendant les cars de ramassage puisque les autogares sont transférées dans l'enceinte de l'usine. « La société libérale plus musclée » souhaitée par Lecanuet, c'est sans doute cela !

Les patrons — et M. Peugeot en tête — ne sont pas les premiers à expliquer dans leurs journaux distribués gratuitement aux ouvriers Jip, Citroën informations, que « la crise vient de la hausse du pétrole » et qu'on est tous dans le même bateau ? Mais peut-être que prôner la collaboration entre patrons et ouvriers, ce n'est pas faire de la politique.

Ce qui est sûr, c'est qu'en voulant interdire aux travailleurs de débattre des problèmes qu'ils se posent, la bourgeoisie va susciter encore plus de questions sur la politique de la bourgeoisie et ne pourra qu'attiser leur volonté de lutte.

Annie COSSIN

Pourquoi M. Marchais va dans les entreprises

Empêché d'entrer dans la gare d'Austerlitz, bousculé devant la porte d'Hispano-Suiza, M. Marchais se plaint de ne pouvoir s'exprimer devant les travailleurs. Ce qui ne l'empêche nullement le soir même à la télévision ou à la radio, de parler pendant cinq ou dix minutes devant dix millions de téléspectateurs ! Et Marchais se plaint de ne pas avoir plus de publicité !

Mais pourquoi tient-il donc tant à parler aux travailleurs ? Parce que, d'après lui, « l'efficacité de l'entreprise » en dépend : « Quelle a été l'efficacité de Citroën, où toute activité politique, toute activité syndicale ont été bannies avec férocité ? » demande Marchais dans « l'Humanité ». Voilà pourquoi ce monsieur veut parler aux travailleurs : c'est parce que la politique renforce... la productivité des travailleurs !

LA RELANCE... ...DU CHOMAGE ?

« De nombreux licenciements seront inévitables » annonce Ceyrac, le chef des patrons et il ajoute : « Normalement, la courbe du chômage ne s'inversera pas avant le premier semestre 1976 ». D'autres voix se font entendre : « Le cap de un million de chômeurs est dépassé » (en réalité, il a doublé depuis longtemps celui de un million et demi). « 600 000 jeunes vont chercher du travail à la rentrée ». Bidegain, patron de la chaussure, prévoit « plusieurs centaines de licenciements » dans sa branche, chiffre modeste par rapport aux plusieurs milliers réellement prévus : 1 000 licenciements, des réductions d'horaires pour 6 000 ouvriers chez Boussac...

A la rentrée, quelle famille ne sera pas touchée par le chômage ? Quand les 90 000 travailleurs de Rhône-Poulenc, les 50 000 de Sacilor-Sollac auront leurs paies amputées de 200 F, 500 F ou plus par les réductions d'horaires, c'est autant d'enfants qui n'auront pas tous les livres nécessaires pour la rentrée, c'est autant de familles qui ne pourront plus payer leur loyer et se feront saisir leurs maigres biens.

Voilà les perspectives que la politique de crise de la bourgeoisie offre aux travailleurs. Pour tenter d'étourdir les travailleurs devant tant de difficultés qui les guettent, pour inciter à la collaboration de classes. Mais, c'est négliger toute l'expérience acquise par la classe ouvrière devant cette politique de crise, c'est oublier l'aspiration à un mouvement puissant, de

grande envergure, manifestée par les travailleurs avant les congés.

Déjà en juillet, en août, de nombreux travailleurs en apprenant la fermeture de leur entreprise ont répondu, malgré la perspective des vacances, par l'occupation. Déjà, en ce début de septembre, de nouvelles grèves, de nouvelles manifestations, ont lieu. Comme à Bolbec où Boussac licencie. Car à Bolbec, en Normandie, si la seule usine (l'usine Boussac) ferme, c'est le chômage, la misère pour toutes les familles populaires de la ville. Que M. Boussac — 600 millions de chiffre d'affaires — « roi du coton », de la presse, promoteur immobilier, ait il-liquidé quelques-uns de ses 15 000 salariés comme il aurait vendu un de ses chevaux de course, c'est la colère des travailleurs contre la pourriture capitaliste qui éclate.

Des femmes qui refusent de voir leur salaire disparaître, des jeunes pour qui un travail chez Boussac représentait le seul espoir d'embauche sans quitter la ville, des travailleurs proches de la retraite et qui ne peuvent songer maintenant à « se reclasser », ce sont ces familles qui se sont rassemblées devant l'usine, pour manifester leur colère devant la fermeture : « Non aux licenciements ».

Elle montre la voie de la lutte contre le chômage : la lutte de tout le peuple pour imposer :

Pas un seul licenciement !
Paiement intégral des heures chômées !

LIEVIN : UNE LUTTE DONT LA BOURGEOISIE N'A PAS PARLE



Nous vengerons les 42 !

Le vendredi 25 juillet, le dossier de la catastrophe de Liévin était retiré au Juge Pascal. Pour les mineurs, c'était un nouveau coup porté à la mémoire de leur 42 camarades, une nouvelle manipulation par le gouvernement de la justice bourgeoise. Le lundi 28 juillet, à la suite de l'intervention de notre Parti, reprenant la colère des mineurs et leur volonté de lutter pour imposer la vérité, les mineurs du 3, travaillant à la fosse 4 de Lens, se sont mis en grève pour que le dossier reste entre les mains du Juge Pascal, pour que la vérité soit faite. Arrivés au fond ils ont fait venir le délégué CGT pour l'informer de leur grève, espérant obtenir un soutien et l'extension de la grève à tout le puits.

A midi, la CGT distribuait un tract appelant à « lutter », mais sans aucune proposition, sans même informer que des mineurs étaient en grève. Le mardi matin alors que de nombreux mineurs étaient prêts à reprendre la lutte, les délégués CGT ne sont pas venus, imposant ainsi la reprise du travail.

Cette lutte est importante car elle met en évidence que malgré la proximité des vacances les mineurs sont prêts à se mobiliser, que la lutte est possible dans les mines. Elle montre le lien qui existe entre notre Parti et les mineurs qui participent à la Commission populaire de Liévin. Par ailleurs, cette grève qui a eu lieu à l'appel de notre Parti et que les révisionnistes qui dirigent la CGT ont voulu empêcher permet de poser largement parmi les mineurs la question de la nature des directions des syndicats dans les mines et de la lutte à mener à l'intérieur des organisations syndicales pour que s'exprime le point de vue des travailleurs. Imposons la vérité sur la mort de nos 42 camarades !

Les silences de M. SEGUY

Précédée d'une manifestation organisée par la Fédération du Livre en soutien au « Parisien Libéré » et « Chaix », la traditionnelle assemblée de rentrée de la CGT s'est tenue le 4 septembre à St-Ouen. Devant le Palais des Sports se remuaient surtout les banderoles du Livre parisien, des PTT, de la chimie, des banques. Seguy a placé son discours sous le signe d'une réponse anticipée au plan de relance giscardien du jour.

Il se plaçait d'emblée sur le terrain du gouvernement en accordant plus de temps et de laborieuses boutades à Chirac et son fameux tunnel (où l'on confond l'entrée et la sortie) qu'aux préoccupations réelles de travailleurs. Car s'il a confirmé par les chiffres de la CEE que la France est bien « le pays du marché commun où le coût horaire de la main-d'œuvre dans l'industrie est le plus bas », c'était immédiatement pour faire re-

marquer à Giscard que les revendications actuelles de la CGT n'étaient « pas excessives », « devaient être prises en compte » : voilà la logique révisionniste de la direction CGT en place.

C'est contre le chômage que cette direction révisionniste prétend axer ses efforts, réclamant principalement une augmentation des allocations de chômage. Or, même si le passage réclamé de 12 F à 20 F par jour n'est pas négligeable, qui en serait bénéficiaire dans le système actuel de décompte des chômeurs ? Et en quoi cela répond-il au problème de l'extension du chômage ? Les « vertus » de la formation professionnelle en régime capitaliste (dont les stagiaires de FPA et les élèves de CET et d'apprentissage peuvent témoigner) ont été vantées par Seguy à cette occasion, montrant ce que vaut son « offensive ».

De tout cela les travailleurs n'ont pas trouvé mot à St-Ouen.

La seule réponse — ce n'est pas une surprise — c'est la réaffirmation du 39^e congrès de la CGT : « Il est temps que les démolisseurs de l'éco-

nomie nationale installés au pouvoir fassent place aux bâtisseurs du programme commun de la gauche ».

Au moment où les événements du Portugal et leurs retombées en France viennent éclairer les lésardes de l'union de la gauche et démontrer ce que valent les propositions des révisionnistes lorsqu'ils pensent avoir les coudées franches, les tirades de Seguy sur le programme commun tombent à plat.

En imposant des objectifs révolutionnaires d'unité populaire contre le chômage, en battant en brèche le programme commun au cœur des entreprises, notre Parti, fort de la confiance et de l'appui de nombreux syndicalistes révolutionnaires dans la CGT, s'efforcera de placer la rentrée sous le signe de l'offensive ouvrière que Seguy a voulu, en vain, faire oublier.

Stéphane RAYNAL

L'accord Egypto-israélien :

Non aux accords de capitulation

Kissinger pavoise : l'Égypte a signé l'accord intérimaire avec l'État sioniste. Sadate s'engage à « mettre un terme à l'état de belligérance pour une durée indéterminée ; à ne pas recourir à la force militaire, mais uniquement aux moyens pacifiques... pour atteindre « un règlement de paix juste et définitif ».

Non seulement il reconnaît l'État d'Israël, mais encore il accepte l'occupation de la plus grande partie du Sinaï. Plus encore, il permet à l'impérialisme américain d'introduire un personnel civil entre les deux zones pour « surveiller » l'application de l'accord, en échange d'une « aide » financière et économique US. C'est là le résultat d'une série de capitulations : appel à la médiation américaine pour récupérer le canal de Suez, source importante de revenus, appel aux investissements américains en échange d'une prétendue paix.

Voilà où mène la cupidité des classes dirigeantes égyptiennes, pour qui la guerre de libération nationale ne pèse rien quand elle contre-carré ses projets économiques ! Bien sûr le peuple égyptien voit avec joie lui revenir une partie de son territoire national. Mais il ne peut admettre qu'en échange Sadate lui demande de renoncer à la lutte pour arracher l'ensemble du Sinaï à l'envahisseur sioniste. Ce peuple qui, à chaque trahison du gouvernement égyptien,

manifestait pour réclamer des armes, qui, pendant la guerre d'octobre 1973 s'est battu héroïquement, ne peut laisser les sionistes expulser de leur palmeraie bordant la Méditerranée les bédouins d'Abou Chamar, leurs frères, de l'autre côté de la zone tampon.

Sadate lance dans son pays une campagne de presse arguant des dépenses de guerre (11 milliards 113 millions de livres) déjà consenties pour justifier sa capitulation. Mais nul mieux que le peuple égyptien ne connaît le poids des sacrifices qu'il a déjà consentis pour lutter contre l'État sioniste et expansionniste d'Israël : la croissance de la Résistance Palestinienne, les reculs militaires et politiques imposés à Israël lors de la guerre d'octobre 1973, montrent que ces sacrifices n'ont pas été vains et tracent la voie de l'avenir. Le peuple égyptien ne renoncera pas à son objectif.

...UNE BRECHE DANS LE FRONT ARABE

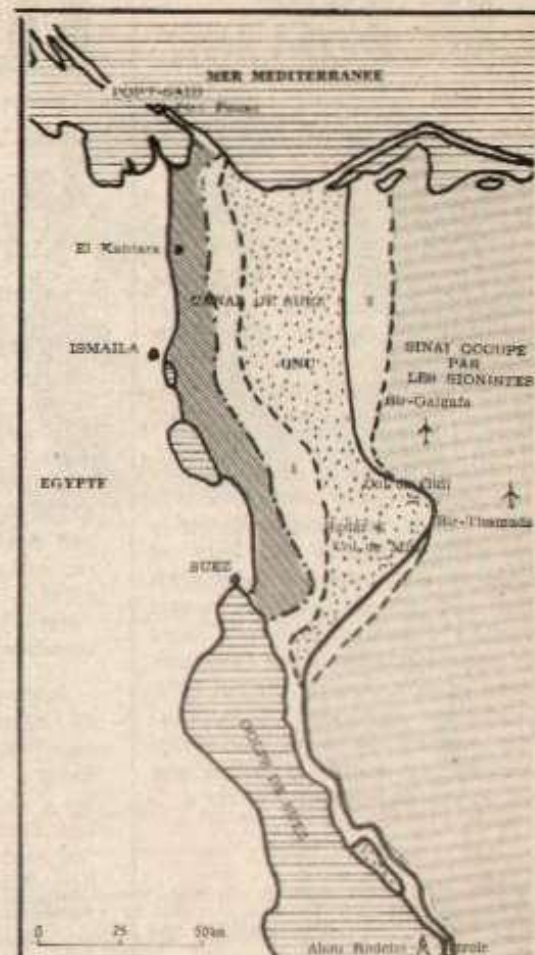
Si le peuple égyptien s'est battu, ce n'est pas seulement pour récupérer tout le Sinaï, c'est aussi pour aider la lutte du peuple palestinien, au coude à coude contre le même ennemi. Aujourd'hui, l'accord avec Israël ouvre une large brèche dans le front arabe, laissant aux sionistes et à leurs maîtres US le champ libre sur le front Liban-Syrie. Ne nous y trompons

pas ! Kissinger parle de paix mais pendant tout l'été les raids israéliens se sont multipliés contre le Liban ! Encore la semaine dernière les sionistes ont débarqué des troupes dans la banlieue de Saïda, tout en bombardant à partir d'unités navales, leur aviation a attaqué dans le secteur de Hasbaya, et le camp de Bourghoulyeh près de Tyr. Mais aussi à quoi vont donc servir les trois milliards de dollars promis à l'État sioniste, à quoi vont donc servir les armements stratégiques qui vont être livrés ? En fait, Israël se prépare à une cinquième guerre, comme le rappelle le président de l'OLP, il y a quelques jours : « Les préparatifs sont déjà très avancés. Les effectifs de l'armée régulière israélienne ont été accrus de 80 000 hommes à 120 000 hommes, sans compter les 50 000 réservistes qui sont soumis à un entraînement intensif. Le potentiel des armées de terre, de mer et de l'air ont doublé depuis le conflit d'octobre 1973. Leurs forces ont été dotées de matériel sophistiqué, électronique, qui est venu s'ajouter à l'arsenal nucléaire dont s'est vanté le chef de l'État, le président Katzir. M. Rabin s'est adjoint un expert en armement atomique. L'objectif des sionistes, d'après les procès-verbaux de la commission de la défense de la Knesset en notre possession, est de livrer une guerre dite préventive, après avoir exclu l'Égypte du front de la confrontation ».

Aujourd'hui, le social-impérialisme soviétique condamne cet accord, lui qui avait été un des premiers à tout mettre en œuvre pour la réouverture du canal de Suez, parce qu'il y avait grand intérêt. Lui qui soutient depuis des années la reconnaissance d'Israël ! S'il crie aujourd'hui c'est parce que cet accord avantage l'autre super-puissance, l'impérialisme US. Mais il n'est pas prêt à abandonner la partie ; la lutte que se mènent les deux super-puissances au moyen-orient s'accroît encore. Ce n'est pas sur lui que peuvent s'appuyer les peuples de la région dans leur lutte commune contre Israël !

Face à cette nouvelle tentative pour liquider la cause palestinienne, et la lutte de libération des peuples arabes, les combattants palestiniens sont prêts à répondre à l'appel de l'OLP pour renforcer et développer la lutte ! Ils savent qu'ils peuvent compter sur la solidarité et la mobilisation des peuples arabes. Déjà plusieurs organisations palestiniennes et libanaises ont lancé un appel à la grève générale pour protester contre l'accord.

Le peuple égyptien prendra sa place dans la bataille, aux côtés de ses frères d'armes, malgré l'accord de capitulation.



partie du Sinaï occupée par l'Égypte
1. partie égyptienne : armement et troupes limités
2. partie occupée par les sionistes : armement et troupes intenses

LES POINTS ESSENTIELS DE L'ACCORD

- pas de recours à la force militaire
- présence de l'ONU dans une zone tampon
- les cols stratégiques évacués par Israël passent sous contrôle de l'ONU.
- En fait, les lignes réelles de l'armée égyptienne restent sur l'autre rive du canal de Suez.
- les cargaisons sionistes non militaires peuvent transiter par le canal de Suez
- système de détection confié aux États-Unis (100 civils)
- le canal de Suez est « stabilisé ». Les puits de pétrole d'Abou Rodéiss sont rendus à l'Égypte.

DÉCLARATION DE L'O.L.P. (extraits)

« En dépit de toutes les assurances fournies par l'Égypte, l'accord n'est nullement limité à des clauses militaires, mais constitue bel et bien un accord politique qui met explicitement fin à l'état de belligérance existant entre les deux pays.

Cet accord couronne la série de reculades qui a commencé avec le cessez-le-feu d'octobre 1973 et qui s'est poursuivi jusqu'à ce jour. Il contrevient aux décisions prises aux sommets arabes d'Alger et de Rabat, et notamment à la décision d'établir une coordination entre l'Égypte, la Syrie et la Palestine contre Israël ».

L'OLP s'engage à « lutter contre l'accord israélo-égyptien qui creuse une brèche dans l'unité des Arabes et porte un coup sérieux aux aspirations des Palestiniens ».



L'occupation sioniste.

LIMA - ONU :

LE TIERS-MONDE RENFORCE SON UNITÉ

La dernière semaine d'août a vu se tenir à Lima une conférence des ministres des Affaires Étrangères des pays non alignés. Les douze premiers jours de septembre se tient une assemblée générale extraordinaire pour l'instauration d'un « nouvel ordre économique mondial ». Au centre de ces deux réunions internationales, la lutte des pays du Tiers monde pour la récupération de leurs richesses naturelles, contre le brigandage impérialiste et l'hégémonie des super-puissances.

L'INDOCHINE AU CŒUR DU TIERS MONDE

A Lima, la République Démocratique et Populaire de Corée, les deux parties du Vietnam et l'Organisation de Libération de la Palestine ont été officiellement admises comme membres du groupe des non-alignés. A l'issue de la conférence, décision a été prise de créer : « un fonds de solidarité pour la reconstruction du Cambodge, du Vietnam, du Laos et des autres pays d'Indochine qui ont subi les assauts de l'agression impérialiste ».

C'est la force du Tiers Monde que son unité repose sur les victoires des peuples qui ont mené et mènent encore des luttes de libération nationale ; l'unité du Tiers Monde c'est aussi l'unité autour des pays qui ont mené ce

combat pour l'indépendance et la liberté, alors que l'impérialisme rêve de les étouffer.

Les orientations d'ensemble qui se dégagent de la conférence de Lima vont dans le sens de renforcer les liens des pays du Tiers Monde, contre les tentatives impérialistes de jouer sur les cours des matières premières.

DEVELOPPEMENT DES ORGANISATIONS DE SOLIDARITÉ

Les mesures en ce sens sont d'abord la décision de créer un « conseil des associations des pays en voie de développement producteurs exportateurs de matières premières ». Les organismes existants, liant les pays producteurs de matières premières, seront renforcés, d'autres pourraient être créés « en vue d'une action efficace visant à l'obtention de prix justes et rémunérateurs ».

Autre mesure qui vise elle à empêcher les pays impérialistes de spéculer sur la « mévente » des matières premières, afin de casser les prix, comme ils l'ont fait pour le pétrole : « un fonds spécial pour le financement des stocks » doit permettre de régulariser les prix des matières premières.

Au travers des décisions de la Conférence de Lima se dégage clairement un camp qui est

déjà largement uni, mais aspire à une unité plus grande encore, en se dégageant encore plus de l'emprise des pays impérialistes, en particulier en cherchant à limiter les investissements contrôlés par les pays impérialistes dans les pays du Tiers monde. Ainsi a été décidé de mettre sur pied « un fonds de solidarité pour le développement économique et social des pays non alignés » ; la contribution de chaque participant est fixée à 500.000 DTS (Droits de Tirage Spéciaux).

KISSINGER CONTRE LE TIERS MONDE

A l'ONU, Kissinger s'est fait le porte parole des pays impérialistes en attaquant les pays du Tiers monde : « les hausses énormes et arbitraires des prix du pétrole de 1973, 1974 ont déjà exacerbé dans le monde, l'inflation et la récession ». Cette attaque violente, alors qu'en fait les prix du pétrole ont baissé de 30 % à la suite de la décade du dollar largement utilisée par Kissinger, est le prélude à une prétendue politique de « conciliation ». Dans les faits, cette politique rejette toutes les revendications des pays du Tiers Monde, en leur proposant une série de prêts « pour compenser les fluctuations des prix des produits exportés », au lieu d'une garantie des prix.

C'est justement par le biais des prêts de tous ordres que les pays impérialistes contrôlent, orientent et en fin de compte dominent l'économie des pays du Tiers Monde. Qu'ils le fassent par l'intermédiaire de la Banque Mondiale comme le propose Kissinger, ou directement par les pays impérialistes ne change rien à l'affaire : la Banque Mondiale est un organisme réunissant l'ensemble des pays impérialistes sous la présidence de Mac Namara, l'un des chefs de l'agression US contre le Vietnam. Kissinger fait semblant de reculer pour maintenir la domination impérialiste sur les pays du Tiers Monde.

Les deux camps élaborent chacun leur stratégie. D'un côté les pays non-alignés prennent de plus en plus d'initiatives, de l'autre l'impérialisme tente de contre-attaquer ; alors qu'hier il refusait toutes les revendications des pays du Tiers Monde, aujourd'hui il fait semblant d'en tenir compte. D'un côté les pays du Tiers Monde progressent dans leur lutte contre l'impérialisme, de l'autre l'impérialisme est contraint de reculer. C'est sous ce signe que s'ouvre le dernier trimestre 1975, qui doit voir s'affronter les deux camps à Paris, à la Conférence sur les matières premières.

EN BREF...

DES COLONS CONTRE LE PEUPLE GUYANAIS

Olivier Stirn vient de lancer une grande campagne de « peuple-ment » de la Guyane. De grands projets agricoles et industriels (industries papetières) « justifient » l'envoi en Guyane de 30 000 colons. En Guyane il y a un peuple, 50 000 habitants, dont les activités économiques crouillent, à cause de la politique coloniale : des milliers d'entre eux sont au chômage. En novembre 1974 Stirn s'est fait chasser par le peuple guyanais ; pendant plusieurs jours les manifestations pour l'indépendance se sont poursuivies fin 1974, violemment réprimées. Aujourd'hui Stirn imagine de noyer les revendications du peuple guyanais, par une vague énorme de colons.

THAILANDE :

EXPULSION DES FANTOCHES LAOTIENS

Le gouvernement thaïlandais a décidé d'expulser les fantoches laotiens qui s'étaient réfugiés en Thaïlande, après avoir été chassés de tout le territoire par le peuple lao. Ils avaient reçu l'appui de la Thaïlande pendant toute l'agression U.S. Cette mesure du gouvernement thaïlandais confirme le mouvement des pays de l'Asie du Sud-est vers une plus grande indépendance.

Après les fantoches vietnamiens et cambodgiens, une partie des fantoches laos envisagent de s'installer en France. Accueillir des fantoches chassés par leur peuple, voilà le visage de l'impérialisme français à l'égard du Tiers Monde.

MADAGASCAR :

NATIONALISATION IMPORTANTE

Au cours d'un long discours programme, Ratsiraka, chef de l'Etat malgache, a annoncé la nationalisation des ressources minérales du pays. Les mines de chromite d'Andriamena exploitées par Ugine Kuhlman seront contrôlées par l'Etat malgache.

Ces nationalisations sont complétées par les mesures de nationalisation du commerce extérieur, des banques et des compagnies d'assurances, où l'impérialisme français occupait une place importante.

EQUATEUR :

TENTATIVE DE COUP D'ETAT ECHOUÉE

Un putsch a été tenté par des généraux équatoriens. Ils remettaient en cause la politique économique. Depuis 1972, date du coup d'Etat qui a instauré le régime existant à Quito, l'Equateur a rejoint l'OPEP et multiplié les mesures contre les impérialistes. Récemment les grands trusts pétroliers avaient diminué de 50 % les commandes de pétrole à l'Equateur diminuant d'autant les ressources du pays. Ils espéraient obliger l'Equateur à se détacher de l'OPEP. En riposte le gouvernement équatorien a instauré une taxe de 60 % sur les importations.

Derrière la tentative de putsch on devine la main des impérialistes U.S. qui veulent à tout prix assurer leur domination en Amérique latine. On remarque notamment que le chef du putsch s'est réfugié à l'ambassade du Chili.

IL FAUT SAUVER GARMENDIA ET OTAEGUI !

Le tribunal militaire fasciste de Burgos a condamné à mort les deux révolutionnaires basques Garmendia et Otaegui. La dictature de Franco s'imaginer qu'en les assassinant, elle liquidera toute la résistance du peuple basque et des peuples d'Espagne. Non ! Les deux mois d'état d'exception dans la province n'ont pu mettre à genoux cette résistance. La grève générale de juin a été un grand succès. Les grèves, les manifestations n'ont pas cessé, malgré un quadrillage policier très serré, malgré des centaines d'arrestations. Fin août, c'est à l'ensemble du pays que Franco a étendu l'état d'exception pour deux ans, légalisant et intensifiant la répression fasciste. Mais rien n'y fera.

Aujourd'hui toutes les usines sur la rive gauche de l'estuaire de Bilbao sont paralysées. Les ouvriers manifestent ainsi leur colère devant le verdict de Burgos. Les chantiers navals « Asterillos Españoles » en grève sont lockoutés jusqu'au 9 septembre. Des milliers de manifestants ont défilé dans les rues de la ville, affrontant violemment la police. Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblés lors des obsèques de J. Garcia Ripalda, un jeune de 23 ans tué par un policier en civil alors qu'il distribuait des tracts contre la condamnation de Garmendia et Otaegui. La présence de centaines de policiers mitraille au poing ne les a pas fait reculer. Depuis le début du mois, la grève s'étend, dans les Asturies et la province de Gijón, où des ouvriers ont été arrêtés. La grève est générale à Menteria, la police a emprisonné 200 personnes à Tolosa après une manifestation de rue, 21 à Mondragon lors d'une grève dans les coopératives. Partout, des bagarres éclatent contre des policiers, comme à Santucho. La presse de Madrid est contrainte de reconnaître qu'il y a des arrêts de travail « qui ne sont pas la conséquence de conflits sociaux ». Elle ne peut cacher que l'état d'exception n'a pu empêcher la mobilisation des masses pour arracher Garmendia et Otaegui des griffes du bourreau.

Dans les prisons, 400 détenus politiques font la grève de la faim, 14 d'entre eux ont été mis au secret à Puerto Santa Maria. Ils ont été menacés de six ans de prison supplémentaires, mais ces menaces n'ont pas brisé leur détermination. Eux aussi se battent de leur prison pour Garmendia et Otaegui.

CONTRE LA DICTATURE

Aujourd'hui, tous les peuples d'Espagne se battent contre la dictature aux abois. Depuis un an, se sont multipliées ces grèves de solidarité : des



que les travailleurs en lutte étaient lockoutés, ou pourchassés par la police, aussitôt des centaines d'autres se mettaient en lutte à leurs côtés. A la campagne aussi, les paysans se battent en Aragon. Ils refusent l'implantation de centrales nucléaires. A Huesca, ils ont manifesté pour la première fois depuis 1939. En Catalogne, les paysans de Cherta Y Garcia luttent contre l'expropriation de 5 000 ha où doit être construit un barrage : ce sont 2 500 paysans et ouvriers agricoles qui seraient réduits au chômage. Des paysans ont fait la grève des marchés, en solidarité avec des mineurs lockoutés. Les femmes manifestent aussi comme à Vicalvaro (Madrid) ou à Santa Coloma de Gramanet (Barcelonne) pour réclamer écoles et autobus.

Désormais, la répression fasciste se heurte à une riposte de plus en plus massive. Dans le pays basque par exemple, le peuple se saisit de chaque occasion pour crier sa haine de la dictature. Les traditionnelles fêtes de San Firmin se transforment en meetings spontanés où l'hymne basque est entonné, où toute la population se retrouve dans la rue au coude à coude. Le peuple n'hésite pas à cacher les révolutionnaires traqués par la police. Plein de peur devant ce mouvement qui s'amplifie, le régime en vient à interdire les tours de chants comme celui de Luis Llach à Foro de Cancano. Depuis la proclamation de l'état d'exception, il réexamine même les bandes magnétiques de tou-



tes les émissions de radio. Il fait saisir plusieurs journaux autorisés. Il transforme officiellement les concierges, les veilleurs de nuit et les gardiens de banque en auxiliaires de la police.

La répression légale qui s'abat aujourd'hui sur les peuples d'Espagne ne peut que renforcer leur haine contre le régime, et leur méfiance vis-à-vis de toutes les solutions de continuité mises sur pied, à la hâte, par les différentes cliques des classes dirigeantes pour l'après franquisme. Tentatives d'ouvertures ? A tel point que les révisionnistes appellent à la collaboration avec la droite « civilisée ». De qui parlent-ils ? Et que voit le peuple ? Garmendia et Otaegui, que Franco veut assassiner, Eva Forest et Duran, dont les procès doivent suivre, les procès de J.E. Elorrieta, Perez de Diego, A. Hernandez de Lazama, G. Sanchez Casa, de Jesus et Jorge Diz, E. Aguilar et L. Diaz, accusés d'être membres ou dirigeants du PCEml et du FRAP.

Mobilisons-nous partout pour empêcher de nouveaux assassinats, après celui de Puig Antich l'an dernier ! Le peuple français, qui a envoyé les meilleurs de ses siens dans les Brigades Internationales, qui s'est dressé contre le procès de Burgos en 1970, doit cette fois encore se battre pour sauver Garmendia et Otaegui.

VIE SAUVE POUR GARMENDIA ET OTAEGUI !

Monique CHERAN

PORTUGAL

UNE JOURNEE DES DUPES

Bientôt dans le
« QUOTIDIEN
DU PEUPLE »
notre débat :
« où va
la révolution
portugaise ? »

Cette question, de nombreux travailleurs de notre pays se la posent. « Le Quotidien du Peuple » ouvrira dans trois semaines un débat dans ces colonnes sur cette question. Nous publierons à cette occasion les éléments que nos reporters et de nombreux camarades ont ramené de leur voyage au Portugal cet été ; nous publierons aussi un certain nombre de documents portugais du M.F.A., d'organisations se réclamant du marxisme-léninisme...

Dès maintenant nos lecteurs peuvent nous faire parvenir leurs témoignages, les problèmes qu'ils voudraient voir aborder, et toute contribution qu'ils jugeront utile de verser à ce débat.

Mercredi soir 27 août, 50 000 manifestants dans les rues de Lisbonne se rendent au palais présidentiel de Belém, dans la banlieue. La manifestation a été convoquée par un « Front unitaire » constitué à la hâte par le P.C.P., son parti crouillon le MDP-CDE, et quelques organisations d'extrême gauche (sans les organisations marxistes-léninistes).

Le prolétariat de Lisbonne est violemment hostile à tout ce qui peut évoquer un retour au passé fasciste : le mot d'ordre « mort à la réaction », très repris dans la manifestation, en est bien la marque. Il répondait directement à l'intervention du Président de la République, Costa Gomes, appelant à « un climat de solidarité et de tolérance entre tous les Portugais ». Non la classe ouvrière ne se sent pas solidaire des tortionnaires de la PIDE, des monopolistes qui les avaient fait

exister, des impérialistes qui les sou-doyaient.

C'est sur ce sentiment que le P.C.P. a, une fois de plus, spéculé, mettant à profit la situation pour faire acclamer son homme de paille, le général Vasco Gonçalves, recouvrant des mots d'ordre pour lesquels il avait donné son accord, tels que : « dissolution de l'assemblée constituante ».

La nuit suivante, conférence de presse du parti révisionniste : Alvaro Cunhal en appelle aux « principaux acteurs qui peuvent et doivent ensemble chercher une solution à la crise ». Nommément, le président de la République, le gouvernement, le conseil supérieur de la révolution, les « trois tendances » du mouvement des forces armées, le parti socialiste et les organisations membres du « Front unitaire » organisateur de la manifestation du mercredi.

GUERRE POPULAIRE A LA GUERRE COLONIALE

Plusieurs centaines de soldats incorporés à la police militaire (PM) ont manifesté lundi 1^{er} septembre à Lisbonne. Ils refusaient d'être envoyés en Angola. Leur départ était prévu le soir même, mais l'avion qui devait les emmener à Luanda est parti presque vide. Ils ont conspué le nouveau chef d'état-major de l'armée portugaise, le général Gonçalves. Ils scandaient : « Les soldats ne sont pas de la chair à canon », « Les soldats sont les fils du peuple », « Guerre du peuple à la guerre coloniale », « Nous tournerons nos armes contre la bourgeoisie ». Quelques jours auparavant, 500 membres de la police militaire avaient adopté une motion déclarant que pour aider le peuple portugais, il fallait « d'abord faire la révolution au Portugal ». Les soldats portugais refuseront de retourner en Angola.

Dans ces invités on distingue : Costa Gomes, le président de la République hué mercredi soir, le parti socialiste et la tendance du MFA proche de lui, regroupée autour du « document des neuf ». C'est-à-dire ceux qui ne cessent de voir, dans les initiatives prises par les masses à la faveur de la chute du fascisme, le ferment de « l'anarchie ». Ceux-là même que les manifestants de mercredi dénonçaient comme « la réaction ».

Incohérence du P.C.P. ? Peut-être : le MDP-CDE, sa créature, n'est-il pas resté dans le « Front unitaire » des groupes qui ont rompu avec le parti révisionniste après cette conférence de presse ? Le P.C.P. lui-même serait divisé.

Pendant ces volte-face ont un contenu de classe. Le parti révisionniste, qui s'est attaché un temps à constituer une nouvelle bourgeoisie en colonisant l'appareil d'Etat, ne vise aujourd'hui qu'à préserver l'acquis. Tout comme le PS, le P.C.P. s'est opposé à une véritable épuration des fascistes : il s'est dressé contre les initiatives prises démocratiquement par les masses, il est devenu un nouvel oppresseur du peuple. Les contradictions qu'il entretient avec le PS sont des contradictions au sein de la bourgeoisie : de celles qui ne sont pas forcément irréconciliables.

Entretiens, le général Vasco Gonçalves a été remplacé comme premier ministre par l'amiral Pinheiro Azevedo. Celui-ci semblerait essayer de mettre sur pied la « solution » préconisée par Cunhal dans sa conférence de presse.

Jean LERMET